

Document

Ethiopie - La famine n'arrête pas l'Inde

(slateafrique.com)

26.08.11

Les affaires sont les affaires: des entreprises indiennes d'agroalimentaire sont prêtes à investir plus d'un milliard d'euros en Ethiopie, Tanzanie et Ouganda, annonce le site du Guardian. Mais dans le contexte actuel, l'objet de cette transaction n'est pas celui que l'on pourrait croire: l'Inde cherche en fait à louer ou acheter plusieurs millions d'hectares de terres arables.

Et qu'importe si ces investissements étrangers (notamment chinois) dans la terre africaine sont tenus comme possibles responsables de la faim qui sévit dans la Corne du continent.

«L'Ethiopie a attiré les investisseurs car c'est un pays doté de ressources naturelles inexploitées», explique Ramakrishna Karuturi, fondateur et directeur général de Karuturi Global Limited, le plus grand producteur mondial de roses, rapporte le quotidien indien The Economic Times.

Sous-exploitées faute d'agriculture ou d'élevage intensif, les terres cultivables africaines n'en sont pas pour autant totalement inexploitées. Comme le rappelle un article de l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), celles-ci sont généralement utilisées par les pasteurs qui se déplacent au gré des pluies et de la nourriture disponible pour leur bétail.

L'acquisition ou la location de gigantesques terrains (le Guardian évoque 200.000 hectares pour l'huile de palme, 150.000 pour les céréales) contraint les éleveurs dans leurs déplacements et restreint leur accès à certains points d'eau. Ces terres autrefois ouvertes seront désormais clôturées.

Pour les 35 investisseurs indiens venus en délégation dans ces trois pays d'Afrique de l'Est, comment ne pas être séduit par leurs potentialités *«illimitées»* —des propres mots du président ougandais Yoweri Museveni?

«La région possède 120 millions d'hectares de terres arables, soit l'équivalent de ce dont dispose l'Inde», observe Karuturi.

D'autant que les terres africaines sont *«parmi les moins chères du monde»*. Elles se louent en moyenne un euro l'hectare par an, pour des baux qui courent sur plusieurs dizaines d'années, souvent jusqu'à... 99 ans.

Mais ces investissements —destinés à l'exportation et non à nourrir les populations locales— pourraient se révéler des choix moins profitables que prévu. Conclut généralement sous le manteau sans associer les usagers de ces terres, ces contrats pharaoniques rencontrent parfois des résistances. Le blocage de la transaction après le soulèvement des communautés locales —comme ce fût le cas en 2008 dans la région sud-soudanaise de l'Equateur-central— reste exceptionnel.

Lu sur le Guardian, The Economic Times